

<p align="center"> MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX PASSE SELON UNE PROCEDURE D'APPEL D'OFFRE OUVERT. <i>En application des articles L 2124-2, L2125-1 du code de la commande publique.</i> </p>
<p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)</p>
<p align="center">MAITRE DE L'OUVRAGE</p>
<p align="center">ETAT - MINISTERE DES ARMEES</p>
<p align="center"> ACHETEUR <i>(désigné par arrêté du 22 juin 2007 modifié)</i> </p>
<p>Monsieur le directeur de la direction d'infrastructure de la défense de Nouméa (DID NOUMEA)</p>
<p align="center">CONDUCTEUR D'OPERATION</p>
<p align="center"> DIVISION GESTION DU PATRIMOINE - SECTION INGENIERIE DE LA MAINTENANCE TSEF TERAHARO A PETER </p>
<p align="center">OBJET DU MARCHE</p>
<p> ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE SUR BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES POUR L'EXECUTION DE TRAVAUX D'ENTRETIEN, DE REPARATION, D'ADAPTATION, DE MODERNISATION ET DE TRANSFORMATION CONCERNANT LES OUVRAGES ET BATIMENTS MILITAIRES DES FORCES ARMEES DE NOUVELLE CALEDONIE (FANC). </p> <p align="center">MENUISERIE – AMENAGEMENTS INTERIEURS ET EXTERIEURS</p>
<p align="center">NUMÉRO DE PROJET</p>
<p align="center">25030</p>

SOMMAIRE

1	- OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1	- INTRODUCTION	4
1.2	- OBJET DU MARCHE	4
1.3	- PERIMETRE GEOGRAPHIQUE.....	4
1.4	- LIMITES DES PRESTATIONS	4
2	- REFERENCES NORMATIVES ET TERMINOLOGIE	4
2.1	- NORMES ET REGLEMENTS	4
2.2	- NORMES ET TERMINOLOGIE	5
2.2.1	<i>Les avis techniques ;</i>	5
2.2.2	<i>- Textes réglementaires</i>	5
2.2.3	<i>- Documents techniques unifiés et normes</i>	5
2.2.4	<i>- Guides et supports documentaires</i>	7
2.3	- TERMES ET DEFINITIONS	7
3	- OBLIGATIONS DU TITULAIRE	7
3.1	- GENERALITES	7
3.2	- GARANTIE DE CONTINUITE DE SERVICE.....	8
3.3	- GARANTIE DE SECURITE DE FONCTIONNEMENT DES EQUIPEMENTS	8
3.4	- SECURITE AU TRAVAIL, PROTECTION DES BIENS ET DES PERSONNES	8
3.5	- OUTILLAGE, MOYENS DE MANUTENTION ET EQUIPEMENTS DE PROTECTION.....	8
3.6	- FOURNITURES A LA CHARGE DU TITULAIRE	8
3.7	- MOYENS DE DEPLACEMENT DU PERSONNEL ET DE TRANSPORT DES PIECES	8
3.8	- ECONOMIE D'ENERGIE.....	9
4	- ORGANISATION DU TITULAIRE.....	9
4.1	- RESPONSABLE PHYSIQUE DU MARCHE	9
4.2	- SOUS-TRAITANCE	9
5	- NATURE ET CONSISTANCE DES PRESTATIONS	9
5.1	- DEPANNAGES ET REPARATIONS	9
5.2	- COMPTES RENDUS D'INTERVENTION DE DEPANNAGE DE REPARATION OU DE TRAVAUX.....	10
5.3	- DECLENCHEMENT	10
5.3.1	<i>- Heures ouvrées (HO)</i>	10
5.4	- DELAI D'INTERVENTION	10
5.5	- DECOMPOSITION ET PHASAGE DES PRESTATIONS	10
5.5.1	<i>- Phasage de déroulement et suivi des prestations</i>	10
5.5.2	<i>- Avant toute exécution de travaux</i>	11
5.5.3	<i>- Pendant la période d'exécution</i>	11
5.5.4	<i>- A la fin de chaque chantier</i>	11
5.6	- INSTALLATION DE CHANTIER	12
5.6.1	<i>- Installations fournies par le titulaire</i>	12
5.6.2	<i>- Signalisation supplémentaire</i>	12
5.6.3	<i>- Installations fournies par le maitre d'ouvrage</i>	12
5.7	- ELIMINATION DES DECHETS	12
6	- SPECIFICATIONS TECHNIQUES PARTICULIERES.....	13
6.1	- MATERIAUX	13
6.2	- TRAVERSEE DES PAROIS COUPE-FEU	13
6.3	SPECIFICATIONS RELATIVES AUX MENUISERIES METALLIQUES ET MENUISERIES BOIS.....	13
	<i>Visseries et petits accessoires</i>	13
	<i>Joints et garnitures souples</i>	13
	<i>Protection des ouvrages accessoires métalliques</i>	14
	<i>Accessoires de manœuvre</i>	14
6.4	REGLES GENERALES DE MISE EN ŒUVRE.....	14
7	- ESSAIS DES INSTALLATIONS	17
7.1	- ESSAIS AVANT RECEPTION.....	17

Projet 25030	ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE SUR BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES POUR L'EXECUTION DE TRAVAUX D'ENTRETIEN, DE REPARATION, D'ADAPTATION, DE MODERNISATION ET DE TRANSFORMATION CONCERNANT LES OUVRAGES ET BATIMENTS MILITAIRES DES FORCES ARMÉES DE NOUVELLE CALEDONIE (FANC). MENUISERIE – AMENAGEMENTS INTERIEURS ET EXTERIEURS	C.C.T.P.
--------------	---	----------

8	- ASSISTANCE AU REPRESENTANT DE L'ACHETEUR.....	18
8.1	- ASSISTANCE TECHNIQUE	18
8.1.1	- <i>Veille technique</i>	18
8.1.2	- <i>Veille règlementaire</i>	18
9	REUNIONS CONTRACTUELLES	18
9.1	PARTICIPATION AUX REUNIONS	18
9.2	REUNION DE LANCEMENT	19
9.3	REUNIONS TRIMESTRIELLES	19
9.4	REUNION ANNUELLE	19

1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Introduction

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objet de décrire :

- les objectifs généraux ;
- la nature et l'étendue des prestations de dépannage et de travaux dues au titre du présent marché ainsi que les conditions de leurs exécutions et les exigences minimales de résultats à atteindre ;
- les relations contractuelles entre l'acheteur et le titulaire.

La réalisation complète de ces objectifs et résultats constitue une obligation du titulaire et conditionne le paiement des sommes dues au marché. Dans le cas où les objectifs et les résultats ne sont pas totalement atteints, les paiements sont diminués des réfections et/ou des pénalités applicables prévues au CCAP.

Il est expressément convenu que le choix des moyens propres à atteindre les objectifs et résultats définis relèvent exclusivement du titulaire et ne peuvent, en conséquence, justifier le non-respect des objectifs contractuels.

1.2 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'exécution d'un accord-cadre à bons de commande "**MENUISERIE – AMENAGEMENTS INTERIEURS ET EXTERIEURS**" sur bordereau de prix unitaires pour l'exécution de dépannages ou travaux d'entretien, de réparation, d'adaptation, de modernisation et de transformation, sur les emprises des forces armées de Nouvelle-Calédonie (FANC) dont la direction d'infrastructure de la défense de Nouméa (DID-NMA) a la charge.

1.3 - Périmètre géographique

Les installations objets du présent marché à maintenir sont réparties sur différentes zones du territoire de la Nouvelle-Calédonie, comme suit :

- ZONE 1 : zone de NOUMEA -
- ZONE 2 : zone de MONT-DORE – PLUM -
- ZONE 3 : zone de PAITA – TONTOUTA ;
- ZONE 4 : zone de NANDAI ;
- ZONE 5 : zone de l'Ile des pins.

1.4 - Limites des prestations

Les prestations sont limitées aux domaines Menuiseries-Aménagement intérieurs et extérieurs relatifs aux prestations du BPU et à ce présent cahier des charges. Certaines pièces peuvent être commandées dans le cadre de ce présent marché hors BPU si ces dernières sont trop spécifiques. Toutes les prestations nécessaires à la réalisation des travaux sont à prendre en compte par le titulaire lors de l'établissement de ses devis. L'exécution de sa prestation doit être entière et conforme à la réglementation en vigueur afin de permettre le bon fonctionnement dès la réception des travaux.

Le titulaire est donc tenu de respecter les dispositions suivantes :

- disposer de moyens d'intervention flexibles adaptés aux besoins en travaux de dépannage et de réparation ;
- respecter la sécurité des personnes et des biens, le code du travail et tenir compte de la protection de l'environnement.

Toutes notes de calculs peuvent être exigées sur demande du maître d'œuvre.

2 - REFERENCES NORMATIVES ET TERMINOLOGIE

2.1 - Normes et règlements

Le titulaire est tenu de respecter l'ensemble des directives européennes, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché pour autant qu'ils soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles. Il respecte également les Cahiers des Clauses Spécifiques (CCS) et les Documents Techniques Unifiés (DTU) et leurs additifs, et les notices techniques d'entretien des équipements.

Les ouvrages du présent contrat doivent être conçus et réalisés conformément aux règles de l'art, aux guides et textes réglementaires et normatifs en vigueur, en particulier ceux cités ci-après.

Si des documents, spécifiques à des prestations ou à un domaine particulier, sont en contradiction avec les documents d'ordre général, il est de la responsabilité du titulaire de s'adresser au représentant de la personne publique pour connaître les suites à donner.

2.2 - Normes et terminologie

Tout ou partie des travaux, même s'il n'est pas précisé ou omis dans le présent CCTP, y compris dans les articles 2.2.1 à 2.2.3 ci-après, est soumis à toutes les prescriptions des documents suivants :

2.2.1 Les avis techniques :

- les règles et les guides des normes UTE, AFNOR, APSAD ;
- les DTU (pour les normes françaises non issues de règlements européens, toutes normes reconnues équivalentes sont acceptables) ;
- lois, décrets, arrêtés, circulaires et instructions ministériels, préfectoraux, communaux en vigueur et non cités.

2.2.2 - Textes réglementaires

- code du Travail ;
- code de la Santé publique ;
- textes réglementaires sur la législation du travail et la protection des travailleurs ;

2.2.3 - Documents techniques unifiés et normes

- DTU 34.4 – Mise en œuvre des fermetures et stores ;
- DTU 35 – Ouvrages divers d'aménagement intérieur ;
- DTU 37.1 - Menuiseries métalliques ;
- DTU 36.1 et 37.1 – Choix des fenêtres et des portes extérieures en fonction de leur exposition ;
- DTU 36.5 - Mise en œuvre des fenêtres et portes extérieures ;
- DTU 39 - Travaux de miroiterie – vitrerie ;
- DTU 44.1 - Etanchéité des joints de façade par mise en œuvre de mastics ;
- DTU 25.41 – Ouvrage en plaques de plâtre ;
- DTU 58.1 – Plafonds suspendus ;
- NF P 24-351 - Menuiserie métallique - Fenêtres, façades rideaux, semi-rideaux, panneaux à ossature métallique - Protection contre la corrosion et préservation des états de surface ;
- NF A 91-450 - Traitements de surface des métaux - Anodisation (oxydation anodique) de l'aluminium et de ses alliages - Couches anodiques sur aluminium - Spécifications générales.
- 1. ****Normes générales pour la menuiserie**** Les normes suivantes s'appliquent à la menuiserie en général, qu'elle soit intérieure ou extérieure :
 - ****NF EN 14351-1**** : Cette norme européenne définit les exigences de performance pour les fenêtres et portes extérieures. Elle couvre les aspects suivants :
 - Résistance au vent.
 - Étanchéité à l'eau et à l'air.
 - Isolation thermique et acoustique.
 - Résistance mécanique.
 - ****NF DTU 36.1**** : Ce Document Technique Unifié (DTU) concerne la menuiserie extérieure en bois. Il définit les règles de conception, de fabrication et de pose.
 - ****NF DTU 36.5**** : Ce DTU s'applique à la menuiserie extérieure en aluminium, PVC et acier. Il précise les exigences techniques pour ces matériaux.
 - ****NF DTU 39 P1-1**** : Ce DTU traite de la pose de fenêtres et portes extérieures. Il détaille les techniques de pose et les exigences en matière d'étanchéité et de fixation.
- 2. ****Normes pour la menuiserie extérieure**** La menuiserie extérieure doit répondre à des exigences spécifiques liées aux conditions climatiques et aux performances techniques. Les normes clés incluent :

- ****Résistance au vent**** : Les menuiseries extérieures doivent résister aux charges de vent, en particulier dans les zones exposées (norme NF EN 12211).
 - ****Étanchéité à l'eau**** : Les menuiseries doivent empêcher les infiltrations d'eau (norme NF EN 12208).
 - ****Isolation thermique**** : Les performances thermiques sont évaluées selon la norme NF EN 10077.
 - ****Sécurité**** : Les menuiseries extérieures doivent répondre aux exigences de sécurité (résistance à l'effraction, norme NF EN 1627 à 1630).
- **3. **Normes pour la menuiserie intérieure**** La menuiserie intérieure est soumise à des exigences différentes, principalement axées sur l'esthétique, la fonctionnalité et la sécurité. Les normes applicables incluent :
- ****NF EN 14351-2**** : Cette norme définit les exigences de performance pour les portes intérieures (résistance mécanique, isolation acoustique, etc.).
 - ****NF DTU 36.2**** : Ce DTU concerne la menuiserie intérieure en bois. Il couvre les règles de conception, de fabrication et de pose.
 - ****Isolation acoustique**** : Les portes intérieures doivent répondre à des exigences d'isolation acoustique (norme NF EN 14351-2).
 - ****Sécurité incendie**** : Les portes coupe-feu doivent respecter les normes NF EN 1634-1 et NF EN 13501-2.
- **4. **Normes spécifiques pour les matériaux**** Les matériaux utilisés en menuiserie doivent répondre à des normes spécifiques :
- ****Bois**** : Les menuiseries en bois doivent être conformes à la norme NF EN 942 (qualité du bois) et traitées contre les termites et l'humidité.
 - ****Aluminium**** : Les profilés en aluminium doivent respecter la norme NF EN 12020 (tolérances dimensionnelles) et NF EN 14024 (performances thermiques).
 - ****PVC**** : Les menuiseries en PVC doivent répondre à la norme NF EN 12608 (caractéristiques des profilés).
- **5. **Normes pour l'aménagement intérieur**** L'aménagement intérieur en menuiserie (placards, dressing, étagères, etc.) est encadré par des normes spécifiques :
- ****NF EN 14749**** : Cette norme définit les exigences de sécurité et de résistance pour les meubles de rangement.
 - ****NF EN 16122**** : Elle concerne les meubles modulaires pour l'aménagement intérieur.
 - ****NF EN 14073**** : Cette norme s'applique aux meubles de bureau et de rangement.
- **6. **Normes pour la protection contre les risques**** Les menuiseries doivent également répondre à des exigences de protection contre les risques spécifiques :
- ****Isolation thermique**** : coefficient Uw (performance globale de la menuiserie).
 - ****Isolation acoustique**** : affaiblissement acoustique (dB).
 - ****Étanchéité à l'air et à l'eau**** : normes NF EN 12207 et NF EN 12208.
 - ****Résistance au vent**** : norme NF EN 12210.
 - ****Sécurité**** : résistance à l'effraction (normes NF EN 1627 à 1630), portes coupe-feu (normes NF EN 1634-1).
 - ****Risques d'incendie**** : Les portes coupe-feu doivent respecter les normes NF EN 1634-1 et NF EN 13501-2.
 - ****Risques liés aux poussières de bois**** : Les menuiseries en bois doivent être conçues pour limiter l'exposition aux poussières de bois (normes de sécurité au travail).
- **7. **Normes locales en Nouvelle-Calédonie**** En Nouvelle-Calédonie, les normes françaises peuvent être adaptées pour tenir compte des spécificités locales :
- ****Résistance aux cyclones**** : Les menuiseries extérieures doivent être conçues pour résister à des vents violents.
 - ****Protection contre l'humidité**** : Les matériaux doivent être adaptés au climat tropical.

- ****Protection contre les termites**** : Les menuiseries en bois doivent être traitées contre les termites.

2.2.4 - Guides et supports documentaires

- ****Guide CSTB**** : Le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment publie des guides techniques sur la menuiserie.
- ****Guide AFNOR**** : L'Association Française de Normalisation propose des guides basés sur les normes en vigueur.
- ****Guide des fabricants**** : Les fabricants de menuiseries (ex. : PVC, aluminium) publient souvent des guides techniques spécifiques à leurs produits.

2.3 - Termes et définitions

Titulaire : désigne le signataire du marché, appelé également titulaire. S'il s'agit d'un groupement, le titulaire désigne le groupement représenté le cas échéant par son mandataire.

L'acheteur ou le bénéficiaire : désigne le donneur d'ordre, interlocuteur unique du titulaire et responsable de la coordination entre les différents intervenants non liés au titulaire. Sa représentation est assurée conformément aux règles de responsabilité internes au maître d'ouvrage qui seront communiquées ultérieurement au titulaire.

Occupants ou exploitants : le personnel utilisant les bâtiments (appelés également utilisateur).

3 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

3.1 - Généralités

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire doit notamment :

- toutes les démarches administratives pour l'accès du personnel et du matériel à l'intérieur des sites. La pratique du travail dissimulé pourra exposer aux pénalités prévues au CCAP du présent marché ;
- la désignation d'un responsable de chantier qui est l'interlocuteur privilégié de la DID ;
- la participation aux réunions et aux visites de prévention préalables chaque fois qu'il est convoqué. L'absence du titulaire à ces réunions pourra l'exposer aux pénalités prévues au CCAP du présent marché ;
- l'application de l'ensemble des consignes en vigueur et notamment celles concernant la prévention, la sécurité et la santé. Le non-respect de ces consignes pourra exposer le titulaire aux pénalités prévues au CCAP du présent marché ;
- à la demande de la Personne publique, la fourniture des échantillons et modèles de matériaux et matériels prévus d'être mis en œuvre ;
- la signalisation et le balisage des chantiers et des zones de stockage ;
- la protection par bâche des équipements ou mobiliers restant en place ;
- l'amenée à pied d'œuvre de tous les matériaux, appareils et matériels ;
- tous les frais de main d'œuvre, de pose, de manutention et de transport ;
- le transport et le stockage des matériels déposés et réutilisables sur site ;
- l'évacuation des gravois et autres matériaux dans une décharge réglementaire. Aucune benne n'est mise à disposition de l'entreprise ;
- l'évacuation des matériels déposés lors des travaux de dépose (sauf spécifications contraires prévues au bon de commande). Cette évacuation doit être réalisée dans le respect de la réglementation en vigueur ;
- tous les scellements et rebouchages de trous dans la nature du matériau constituant la paroi ;
- tous les dispositifs d'insonorisation sur canalisations et traversées de parois (verticales et horizontales) : joints souples, supports anti vibratoires, etc. ;
- la main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, essais et contrôles de ses ouvrages ;
- la documentation en français, PV d'essais, notes de calcul... relatifs aux matériels installés et à l'installation réalisée ;
- l'information éventuelle du personnel appelé à se servir des équipements mis en service ;
- la mise à jour des schémas et listes de matériels concernés par le chantier. Les documents originaux sont communiqués par la prise en charge des contrôles et vérifications réglementaires nécessaires à la restitution des ouvrages en conformité avec la législation en vigueur au moment de la réception, la non remise des documents pourra exposer le titulaire aux pénalités prévues au CCAP du présent marché ;
- l'assistance à l'organisme agréé aux contrôles de toutes les installations réalisées et toutes les éventuelles reprises pour mise en conformité ;

- le nettoyage journalier du chantier et la remise en état des lieux en fin de chantier.

3.2 - Garantie de continuité de service

La durée d'immobilisation des équipements nécessitée par les diverses prestations de dépannage ou de réparation, doit être aussi réduite que possible et permettre l'observation stricte des règles de sécurité et des règles de l'art.

En cas d'avarie grave ou de réparation de longue durée entraînant un arrêt d'un équipement, le titulaire est tenu d'aviser l'acheteur de la nature, de l'importance des travaux à effectuer et du délai nécessaire à leur exécution.

3.3 - Garantie de sécurité de fonctionnement des équipements

Après une quelconque intervention, le titulaire s'engage, expressément et sous sa propre responsabilité, à ne remettre à la disposition des usagers uniquement des équipements offrant toutes les garanties de bon fonctionnement et de sécurité.

Au cas où, pour quelque raison que ce soit, ces garanties ne peuvent être obtenues, le titulaire doit en aviser le maître d'œuvre et doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour condamner l'utilisation de l'équipement.

L'arrêt du service est porté à la connaissance des usagers par des pancartes placées en évidence.

En outre, le titulaire doit informer sans retard le maître d'œuvre de toute anomalie importante susceptible d'entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité. Cette information doit être faite par téléphone auprès du maître d'œuvre et confirmée par courriel. Toutes les mesures d'urgence sont prises afin d'éviter tout risque d'accident et toutes les dispositions nécessaires pour interdire l'utilisation ou l'accès à l'équipement sont prises.

3.4 - Sécurité au travail, protection des biens et des personnes

Le titulaire doit enseigner au personnel placé sous son autorité les consignes générales de sécurité et contrôler fréquemment que celles-ci sont parfaitement connues des intéressés. On entend ici, par sécurité, celle liée au travail mais aussi celle liée à la manipulation d'organes alimentés en énergie.

Lorsque la sécurité des biens ou des utilisateurs est en jeu, le titulaire prend les mesures d'urgence qui s'imposent et rend compte *a posteriori* au maître d'œuvre des mesures conservatoires ou des réparations urgentes qu'il a dû prendre.

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions particulières en matière de sécurité et de protection de la santé définies dans le CCAP.

3.5 - Outillage, moyens de manutention et équipements de protection

Le titulaire s'engage à fournir à son personnel opérationnel l'ensemble des moyens nécessaires à la bonne exécution de ses prestations, notamment l'outillage, les moyens de manutention et les équipements de protection individuelle. Le titulaire en assure également l'entretien.

Les matériels utilisés sont en conformité avec les normes et les règlements de sécurité. Tout matériel non conforme ou dangereux est mis immédiatement hors service et remplacé par le titulaire, à ses frais.

Les matériels et outils doivent être rangés immédiatement après utilisation.

3.6 - Fournitures à la charge du titulaire

Les prix au BPU comprennent les divers produits nécessaires à la bonne exécution du marché tels que ingrédients, consommables et petites fournitures sont (**liste non exhaustive donnée à titre indicatif**) :

- les huiles et graisses ;
- les chiffons et les produits de nettoyage d'usage courant ;
- les produits anticorrosion et de protection (vernis, peinture, etc.) ;
- les produits pour dégripper ;
- les voyants de fonctionnement ;
- les cadenas, colle, scotch ;
- les visseries, boulonneries, accessoires de fixation ;
- tout autre produit, de vie éphémère, dont la fourniture est nécessaire à l'opération de maintenance exécutée et au bon fonctionnement de l'équipement.

3.7 - Moyens de déplacement du personnel et de transport des pièces

Le titulaire fournit tous les moyens pour :

- les déplacements de son personnel ;

- le transport des pièces des lieux de réparation, ou de réception en cas d'achats directs, vers les lieux d'intervention et ce, en toute sécurité.

Aucun moyen de levage ou de transport n'est mis à disposition du titulaire par l'acheteur ou l'occupant. Toutes les manutentions sont à la charge exclusive du titulaire, sauf celles indiquées dans le BPU.

3.8 - Economie d'énergie

Dans le cadre d'économie d'énergie, le titulaire tient compte des évolutions technologiques et assiste l'acheteur dans le cadre de cette disposition lors du changement, partiel ou total, d'installations. Il démontre le retour sur investissement des installations qu'il préconise pour ces travaux.

4 - ORGANISATION DU TITULAIRE

4.1 - Responsable physique du marché

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire s'engage à nommer une personne physique titulaire et une autre personne remplaçante chargée de représenter l'entreprise au titre du présent marché.

Le responsable du marché est chargé de l'organisation, de l'encadrement des agents et du suivi des prestations et des sous-traitants éventuels. Le responsable du marché doit être remplacé par une autre personne disposant du même niveau de connaissance des lieux, des équipements et de l'historique du contrat, ainsi que des mêmes compétences et moyens durant ses périodes d'absence (congrés, arrêts maladie, formation, etc.).

Le responsable du marché est l'interlocuteur privilégié de l'acheteur et du maître d'œuvre pour tous les problèmes quotidiens afférents au contrat.

A ce titre, il doit :

- être qualifié et autorisé à prendre toute décision immédiate à la suite des observations relevées par l'acheteur ;
- être en mesure d'apporter une réponse à toute demande de l'acheteur sur les domaines couverts par le présent marché ;
- assister aux réunions programmées définies dans le présent marché ;
- assister aux réunions sur demande du maître d'œuvre ;
- être joignable en heures ouvrables ;
- se tenir informé des réglementations en vigueur et de leur évolution notamment en ce qui concerne la sécurité et l'environnement.

4.2 - Sous-traitance

Le titulaire assure, autant que possible, l'ensemble de ses prestations avec son propre personnel. Toutefois, lorsqu'il ne possède pas toutes les qualifications requises, le titulaire peut avoir recours à des sous-traitants. Ceux-ci agissent sous sa responsabilité pleine et entière, avec les mêmes règles que celles énoncées pour son propre personnel, et en portant une attention particulière aux règles d'accès et de sécurité.

Les sous-traitants et leur personnel doivent disposer du même niveau d'habilitation que celui requis par le titulaire.

Avant toute intervention d'un sous-traitant, celui-ci doit avoir fait l'objet d'une déclaration de sous-traitance validée par l'administration. En cas d'utilisation de sous-traitance frauduleuse, le titulaire s'expose aux pénalités indiquées dans le CCAP.

5 - NATURE ET CONSISTANCE DES PRESTATIONS

5.1 - Dépannages et réparations

Quand un composant est changé, il doit être remplacé par du matériel aux caractéristiques techniques identiques et prenant en compte les critères de développement durable. En cas de cessation de fabrication, un modèle aux caractéristiques au moins équivalentes sera présenté à l'acheteur pour accord. Pour les matériels dont l'esthétique revêt une importance pour l'acheteur, le remplacement ne peut se faire que par du matériel d'esthétique identique.

La maintenance corrective débouche sur deux types d'intervention :

- la maintenance corrective palliative ou « dépannage ». Les travaux effectués revêtent un caractère provisoire pour des raisons de rapidité et sont généralement suivies d'une action de maintenance corrective curative. Elles visent à ne pas interrompre le fonctionnement de l'installation si la sécurité des personnes et des biens est assurée. **Les dépannages font l'objet d'un CRI intermédiaire** ;
- la maintenance corrective curative ou « réparation ». Les travaux visent à redonner aux installations leur fonctionnement normal. Elles peuvent être déclenchées suite à une intervention de maintenance préventive

ou de maintenance palliative. Le titulaire procède ainsi au remplacement ou au réglage des éléments défectueux, à la vérification des autres éléments des installations afin de pourvoir aux problèmes éventuels, et effectue, préventivement, les opérations nécessaires à un fonctionnement durable des installations. **Les réparations font l'objet d'un CRI final.**

Les travaux font l'objet d'un CRI final à l'identique de la maintenance corrective curative ou « réparation ».

Si le dépannage et/ou la réparation commencent en heures ouvrées et se termine en heures non ouvrées, alors le titulaire ne peut établir un devis de régularisation.

5.2 - Comptes rendus d'intervention de dépannage de réparation ou de travaux

Le titulaire adresse un compte-rendu au représentant de la personne publique **à chaque fin d'intervention** (voir annexe 2).

La rédaction des comptes rendus d'intervention a pour objectif de :

- servir de support écrit pour l'admission des travaux ;
- garantir la traçabilité des travaux effectués sur une installation.

Le nommage des fichiers respecte le format suivant :

«DATE»_«IMMEUBLE-bâtiment»_« Pièce ou local »_«nature de l'intervention»_«final ou intermédiaire» où :

- DATE sous le format aaaammjj
- IMMEUBLE abrégé (voir annexe 1)
- Bâtiment : 4 chiffres
- Nature de l'intervention

Pour exemple :

20251024_PTE_0046_005_changement_d'un volet roulant_final

Les espaces sont remplacés par des soulignés « _ »

5.3 - Déclenchement

Les dépannages, réparations et/ou travaux sont déclenchés :

- à la suite d'une défaillance ou d'une dégradation constatée par le titulaire ou le représentant de la personne publique ;
- à la demande du représentant de la personne publique, par un ordre d'intervention (OI).

Si le titulaire ne peut pas intervenir dans les délais donnés, celui-ci doit en informer téléphoniquement et par écrit la personne publique et le responsable du service exploitant, en indiquant les raisons et les causes du dépassement. L'appel téléphonique, confirmé par courriel, qui déclenche l'intervention sert de point de départ du décompte des délais. Le délai s'achève au moment où les performances de l'équipement sont rétablies.

5.3.1 - Heures ouvrées (HO)

Les travaux sont déclenchés par appel téléphonique ou courriel d'un représentant de la DID de NOUMEA, et formalisées par un OI.

Avant chaque intervention de dépannage et/ou de réparation, le titulaire doit signaler son arrivée au représentant de la DID de NOUMEA pour faciliter son accès, en précisant, la date, l'horaire, les noms et prénoms des intervenants.

5.4 - Délai d'intervention

Les délais sont indiqués au CCAP.

5.5 - Décomposition et phasage des prestations

5.5.1 - Phasage de déroulement et suivi des prestations

Juste après la notification du marché, le titulaire et le chargé d'affaires responsable du marché de la DID NOUMEA se réunissent pour :

- une relecture intégrale du CCTP afin d'assurer la bonne compréhension du déroulement du marché ;
- la préparation de la mise en page des documents à fournir lors de l'exécution des prestations du marché comme les comptes-rendus d'intervention (CRI) ;
- la définition des modalités de transmission de ces documents (objets des courriels, dénomination des pièces jointes, désignation des localisations, etc...) ;

- la fourniture au titulaire toutes les règles de sécurité, d'accès et de fonctionnement, ainsi que toutes les informations en sa possession sur la nature et le fonctionnement du site ;
- l'établissement et la présentation au visa du représentant de la personne publique du programme détaillé de déroulement du marché (nom des responsables, numéros de téléphone des intervenants, organigramme de la structure mise en place, nom des techniciens, listing des voitures qui accèdent aux sites, etc...) ;
- l'échange des organigrammes et des coordonnées des intervenants en heures ouvrées (HO) et heures non ouvrées (HNO) entre l'acheteur et le titulaire ;
- l'installation du titulaire et la mise en place de ses moyens d'intervention ;
- la prise en charge des installations sur les sites à soutenir ;
- la participation à l'inspection préalable et à l'élaboration des pièces de prévention pour chaque site ;
- l'élaboration d'un tableau de bord afin d'assurer le suivi des demandes de travaux et des opérations de maintenance corrective (palliative et curative) ;
- la sensibilisation du personnel du titulaire aux installations, objet de ce marché, et aux procédures organisationnelles et sécuritaires de ce marché ;
- la proposition du titulaire sur la mise en place d'une procédure pour les travailleurs isolés (ex : application sur smartphone, ou intervention impérative à deux techniciens...).

Des réunions périodiques avec le titulaire du marché sont organisées.

Des documents ou informations complémentaires jugés utiles peuvent être joints au compte-rendu, notamment pour assurer le suivi des actions définies lors de chaque réunion.

5.5.2 - Avant toute exécution de travaux

Le titulaire doit veiller à :

- remplir les obligations du titulaire ;
- proposer à l'agrément du maître d'ouvrage tous les sous-traitants, prestataires de service et fournisseurs ;
- fournir toute la documentation (fiches techniques, références des fournitures et des fournisseurs...) concernant le matériel ou les matériaux prévus d'être mis en œuvre ;
- fournir la copie des agréments, PV, avis, labels...pour tous les matériaux ou matériels soumis à un avis technique d'un centre d'essai agréé ;
- mettre en place les installations de chantier nécessaires et obligatoires avant commencement des travaux.

5.5.3 - Pendant la période d'exécution

Le titulaire doit veiller à :

- remplir les obligations du titulaire ;
- prendre les mesures nécessaires à l'application de l'ensemble des consignes en vigueur et notamment celles concernant la prévention, la sécurité et la santé conformément aux directives générales ;
- réaliser l'ensemble des tâches prévues au marché ;
- renseigner le carnet de chantier, s'il en a été ouvert un ;
- assister aux réunions provoquées par le maître d'œuvre ;
- s'assurer d'avoir en temps utile tous les matériaux et fournitures nécessaires au bon déroulement du chantier ;
- réaliser tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc..., dans les conditions définies dans le présent document ;
- protéger les éléments avoisinant le périmètre du chantier de la poussières, chute de gravas ou de produits chimiques (peinture, huiles, graisses...).
- prévoir des bennes et évacuer tous les déchets du chantier dans le respect de la réglementation.

5.5.4 - A la fin de chaque chantier

Le titulaire doit veiller à :

- prévoir la main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les finitions, reprises, vérifications, essais, contrôles... des ouvrages exécutés ;
- effectuer toutes les finitions, les retouches de peinture... ;
- effectuer le repliement des installations de chantier ;
- participer aux opérations préalables à la réception et à la réception définitive des travaux ;

- assister l'organisme agréé aux contrôles de toutes les installations réalisées et effectuer toutes les reprises nécessaires pour la mise en conformité ;
- fournir le dossier technique complet des ouvrages exécutés (plans, schémas, documentation, PV ou certificats des équipements installés...).

5.6 - Installation de chantier

5.6.1 - Installations fournies par le titulaire

Le titulaire est tenu de disposer et maintenir en état tous les panneaux de signalisation et balisages nécessaires en vue de prévenir les risques de chutes de personnes, chutes d'objet, chocs... aux abords des différentes zones concernées par les travaux à exécuter.

Pour les chantiers qui nécessitent d'être clos, des panneaux " Chantier interdit au public" sont posés sur le périmètre de chantier.

L'entreprise assurera la fourniture et la pose de l'ensemble des clôtures, balisages, protections et toute installation de chantier prescrites par le responsable prévention (SPS ou préventionniste du site).

5.6.2 - Signalisation supplémentaire

Le maître d'œuvre peut demander, en plus des installations prescrites par le service de prévention, la mise en place d'éléments supplémentaires spécifiés ci-dessous :

- fléchage « Travaux » ;
- barrières de chantier, hauteur 2m sur plots amovibles ;
- chaînes en PVC de couleur rouge et blanche (25m) ;
- lanternes.

Ces dispositifs sont installés à l'unité pour la durée du chantier.

5.6.3 - Installations fournies par le maître d'ouvrage

Pour les travaux en casernement, l'énergie électrique est fournie pour les besoins du chantier par le maître d'ouvrage dans la limite de la puissance disponible sur les lieux du chantier jusqu'à une distance maximum de 50 mètres de celui-ci.

L'eau est fournie par le maître d'ouvrage dans les limites des caractéristiques (pression, débit, température...) et de l'emplacement des points de distribution disponibles sur les lieux du chantier.

Pour les travaux en logements domaniaux, l'entreprise est autonome en matière d'énergies et fluides (électricité et eau...). Par l'utilisation d'outils électroportatifs et/ou l'apport d'une réserve d'eau....

5.7 - Elimination des déchets

Les déchets industriels, en particulier les déchets générateurs de nuisances, doivent être évacués et éliminés vers une entreprise de traitement agréée.

L'attention du titulaire et de ses éventuels cotraitants ou sous-traitants est ici attirée sur le fait qu'ils ont obligation de se conformer aux dispositions du tri des déchets indiqués dans les documents du dossier de consultation et devront proposer des solutions techniques correspondantes.

La gestion des déchets de chantiers est de la responsabilité du titulaire, qui est réputé en être le détenteur, qu'il s'agisse des déchets issus des travaux préparatoires ou des travaux neufs, et dans ce dernier cas qu'ils soient produits sur les chantiers mêmes ou dans les locaux du titulaire. La gestion des déchets comporte :

- la réutilisation éventuelle, au sein de l'entreprise ou en concertation avec les fournisseurs, de produits ou d'emballages ;
- les opérations de tri et de collecte sur le chantier, et dans les locaux de l'entrepreneur le cas échéant ;
- tous les déchets de chantier qui sont évacués en dehors des sites par le titulaire du marché, feront l'objet d'une remise au maître d'œuvre de bordereaux de suivi de déchet à la fin de chaque chantier et avant la réception des travaux, conformément à la réglementation.

Le titulaire doit systématiquement procéder à un tri des déchets, expliciter les filières d'élimination/recyclage/valorisation des déchets qu'il prend en charge.

Le titulaire précisera sur quel centre de traitement il s'appuie, et que deviennent les déchets : recyclage/valorisation.

Par ailleurs, il est rigoureusement interdit d'utiliser les bacs à déchets, bennes, poubelles présentes sur les sites, d'enfouir ou de brûler les déchets sur les sites sur lesquels s'exécutent les prestations du présent marché.

Le titulaire doit respecter la réglementation en vigueur concernant :

- le transport des déchets selon le règlement des transports des matières dangereuses par la route (R.T.M.D.R.) ;

- les opérations de transfert vers les installations d'exploitants agréés en matière de traitement de déchets (qu'ils s'agissent de valorisation ou d'élimination) ;
 - o Ces installations doivent avoir été déclarées ou autorisées (suivant leur importance) au titre des installations classées pour la protection de l'environnement ; textes de référence :
 - * décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 en ce qui concerne les déchets d'emballages, dont la valorisation matière ou énergétique est obligatoire ;
- l'évacuation des déchets conformément à l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées
- l'élimination des déchets, la récupération des matériaux et le contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances se font conformément à la délibération n°01-2008/APS du 10 avril 2008 instaurant une gestion responsable des déchets en vue de la protection de l'environnement relative au code de l'environnement de la province sud ;
- la mise en œuvre des procédures de suivi des déchets dangereux ou déchets industriels spéciaux (arrêté du 4 janvier 1985).

6- SPECIFICATIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

6.1 - Matériaux

Le titulaire choisit les menuiseries parmi une gamme commerciale moyenne. Il est proposé au maître d'œuvre au moins deux choix par type de matériels dans des marques différentes. D'autres appareils peuvent être proposés s'ils présentent des caractéristiques sensiblement équivalentes. Ils doivent alors être agréés par le maître d'œuvre, suivant la nature des travaux spécifiés dans chaque bon de commande. Les menuiseries et aménagements doivent bénéficier de la marque NF ou CE de conformité.

6.2 - Traversée des parois coupe-feu

Le titulaire doit se tenir informé de degré d'exigence en matière de sécurité incendie attribué aux parois qu'il est amené à traverser. Les percements de parois verticales ou horizontales coupe-feu pour les éléments de fixation de toute nature, doivent strictement respecter les exigences de la réglementation en vigueur, en matière tant de réaction au feu que de résistance au feu. A ce titre, le titulaire du présent marché prévoit la reconstitution des degrés coupe-feu de chaque paroi ou plancher percé.

6.3 Spécifications relatives aux menuiseries métalliques et menuiseries bois

Produits verriers

Les produits verriers devront selon le cas :

- répondre aux normes qui les concernent ;
- vitrage monolithique clair ;
- ou à défaut, faire l'objet d'un Avis Technique.

Ferrages - Serrures - Quincaillerie

Les articles de ferrage et de quincaillerie devront répondre aux normes les concernant. Cette conformité aux normes devra être matérialisée par la marque NF - SNFQ - 1 ou A 2 P serrures, poinçonnée par le fabricant. Les profilés comporteront, le cas échéant, en fonction des dimensions de l'ouvrage, des renforts en acier galvanisé.

Les articles de ferrage et de quincaillerie s'entendent fournis et posés, compris :

- les entailles nécessaires dans le bois, les trous nécessaires pour scellement ;
- la fourniture et pose des vis et autres pièces de fixation ;
- les scellements pour les pièces à sceller.

Les dimensions et la force des articles de ferrage et de quincaillerie devront toujours être adaptées aux dimensions et poids des ouvrages considérés, ainsi qu'à leur usage.

Visseries et petits accessoires

Ces fournitures devront répondre aux normes les concernant. Les visseries et autres seront toujours selon leur usage en alliage léger, en acier cadmié ou en inox.

Joints et garnitures souples

L'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des joints titulaires du label SNJF.

Protection des ouvrages accessoires métalliques

Toutes les pièces de ferrage et articles de quincaillerie, sauf ceux en métal traité ou métal non oxydable, devront être livrés par le présent lot, munis d'une couche primaire de protection contre la corrosion.

Accessoires de manœuvre

L'entrepreneur du présent lot aura à livrer au maître d'ouvrage toutes les clés et accessoires de manœuvre nécessaires pour l'utilisation normale des menuiseries, notamment :

- les clés pour les serrures ;
- les clés à carré pour les batteuses et autres ;
- etc...

Il sera fourni 3 clés pour toutes les serrures, sauf spécifications contraires, et l'entrepreneur restera responsable de toutes ces clés jusqu'à la réception des travaux.

6.4 Règles générales de mise en œuvre

Règles générales

Les ouvrages seront posés avec la plus grande précision à leur emplacement exact. Toutes les précautions nécessaires à la pose et au calage des différents éléments seront à prendre par l'entrepreneur pour leur assurer un aplomb, un alignement et un niveau correct.

L'étanchéité des vitrages devra être parfaite. À cet effet, en fonction du système d'étanchéité préconisé, la mise en œuvre desdits matériaux sera exécutée conformément aux spécifications des documents techniques.

Les dispositions complémentaires particulières à certains types de vitrages tels que vitrages isolants thermiques et vitrages feuilletés seront celles définies aux articles correspondants des documents techniques

Consistance des travaux

Les travaux comprennent :

- les fournitures :
 - des vitrages, y compris mises à dimensions, façonnage, perçages s'il y a lieu ;
 - des voiles de moustiquaires ;
- des accessoires : garnitures d'étanchéité, cales, agrafes, crochets, pointes, triangles, losanges, chevilles, visualisation, etc. ;
- les travaux préparatoires ;
- les moyens d'intervention, de manutention, de sécurité, etc. ;
- la préparation des feuillures :
 - dépose des parcloses ;
 - dépose et évacuation de l'ancien produit verrier, compris tous les éclats ;
 - nettoyage des feuillures, débouchage des trous de drainage ;
 - reprise des défauts, mise en peinture des feuillures et faces cachées des parcloses, reprise de la protection contre la corrosion des supports métalliques (feuillures et faces cachées des parcloses) ;
- la mise en œuvre des produits verriers ;
- la réception des supports ;
- la manutention et le stockage à l'abri ;
- la pose des vitrages et/ou produits verriers ;
- la repose des parcloses et dispositifs de fixation sans ajustage ;
- l'exécution des étanchéités ;
- la pose des dispositifs définitifs de visualisation ;
- le nettoyage final de l'ensemble des vitrages par l'enlèvement et l'évacuation des déchets, chutes et débris de toutes sortes provenant des travaux ;
- la remise en état de toutes les parties de murs, planchers, sols, menuiseries, peintures, etc. dégradés par ces travaux.

Mise en œuvre des vitrages

L'entrepreneur du présent lot restera responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception. Une dérogation à cette prescription pourra toutefois être apportée après accord du maître d'œuvre pour porter au compte prorata les frais de remplacement des vitrages brisés, dont le responsable n'aura pu être déterminé.

En fin de travaux, l'entrepreneur du présent lot devra nettoyer parfaitement tous ses vitrages aux deux faces.

Tous les matériaux mis en œuvre devront être conformes aux normes françaises en vigueur, aux prescriptions de la NF P 78-201-1 et aux spécifications du présent descriptif.

La mise en œuvre des vitrages et des parcloles devra être effectuée dans les conditions définies par les documents techniques suivants :

- DTU 39 vitrerie – miroiterie.

Note : l'épaisseur des vitrages est indiquée dans le BPU. Il est bien entendu qu'il s'agit là de minima que l'entrepreneur est tenu d'augmenter de lui-même, en cas d'insuffisance, notamment dans l'hypothèse où les dimensions des volumes ou autres contraintes (cycloniques) imposeraient cette augmentation.

Matériaux pour garniture d'étanchéité

Les garnitures d'étanchéité seront réalisées à partir des produits normalisés suivants :

- mastics à l'huile de lin (MHL) ;
- profilés pour joints dans les façades légères, matériaux à base de caoutchouc (PC) ;
- mastics de bourrage oléo-plastiques (MO), mastics obturateurs de type élastique (ME), mastics sous formes de bandes préformées (MBP) ;
- fonds de joints en matériaux alvéolaires souples (FJ).

Les mastics de bourrage oléo-plastiques, les mastics obturateurs de types plastiques ou élastiques, les mastics sous forme de bandes préformées, les fonds de joints, devront posséder la certification "label SNJF".

Leur mise en œuvre sera réalisée conformément aux prescriptions énoncées dans les règles professionnelles concernant l'utilisation des mastics pour l'étanchéité des joints.

Menuiseries en alliage léger

La proximité de la mer et du brouillard salin nécessite une prise en compte particulière de la corrosion :

- anodisation conformément au label QUALANOD ;
- le traitement de surface : thermo-laquage conforme aux spécifications du label QUALIMARINE ;
- la visserie : toutes les vis utilisées seront en inox ou de qualité équivalente.

Alliages d'aluminium

Les alliages d'aluminium employés devront répondre aux conditions définies par les normes de qualité et les normes différentielles, dont notamment la NF A 50-411.

Fers et aciers

Les aciers employés, le cas échéant, pour pré-cadres, renforts ou autres, devront répondre aux normes les concernant.

Menuiseries bois

Les fournitures et matériaux entrant dans les ouvrages du présent lot devront répondre aux conditions et spécifications suivantes :

Nature et qualité des bois massifs

Les bois utilisés pour les menuiseries faisant l'objet du présent lot devront répondre au moins aux classifications d'aspect et aux caractéristiques technologiques et physiques de premier choix.

Les choix des bois utilisés seront déterminés en fonction de la nature des travaux et de leur mode de finition.

Humidité

Tous les bois seront amenés à l'état d'humidité compatible avec l'emploi considéré.

Durabilité

Les bois utilisés pour les menuiseries extérieures devront présenter une bonne durabilité naturelle ou assurée par un traitement reconnu efficace.

Nature et qualité des panneaux dérivés du bois

Les choix d'aspect, les caractéristiques physiques et les caractéristiques technologiques des panneaux dérivés du bois devront être au moins égaux aux spécifications des DTU et répondre aux normes les concernant.

Protection insecticide et fongicide

Les bois entrant dans la composition des ouvrages recevront un traitement préventif insecticide, fongicide et anticryptogamique de marque agréée par le Centre Technique du bois (C.T.B.).

Aménagements intérieurs et extérieurs

Plafonds suspendus

a) Plafonds en plaques de plâtre non démontables constitués par une ossature en acier galvanisé avec tous les accessoires de pose et de fixation.

La mise en œuvre sera conforme au DTU 25.41 et aux recommandations du fabricant, y compris :

- tous scellements, pisto-scellements et tous autres modes de fixation des ossatures en fonction de la nature du support ;
- toutes coupes, entailles et découpes pour luminaires, bouches de ventilation, etc. ;
- traitement des rives selon recommandations du fabricant ;
- joints de dilatation et de comportement implantés et traités conformément aux prescriptions du fabricant et tous dispositifs particuliers au droit des cloisons.

b) Plafonds en dalles constitués par une ossature avec tous les accessoires de pose et de fixation. La mise en œuvre sera conforme au DTU 58.1 et aux recommandations du fabricant, y compris :

- tous scellements, pisto-scellements, vissages ou tout autre mode de fixation en fonction du type de support ;
 - toutes coupes, entailles et découpes pour tuyaux, luminaires, bouches de ventilation et autres.
- Les dalles seront posées dans les mailles formées par l'ensemble porteur-entretoise et maintenues par des clips de blocage, lorsque les pressions ou dépressions auxquelles le plafond est soumis excèdent son poids propre.

Cloisonnements

Tous les matériaux nécessaires à la réalisation des cloisons démontables en plaques de plâtre devront répondre aux prescriptions du DTU 25.41 et concernent particulièrement :

- les plaques de parement ;
- les ossatures en acier ;
- les accessoires de fixation au gros œuvre ;
- les adhésifs le cas échéant ;
- les accessoires de fixation des plaques sur l'ossature ;
- les matériaux de traitement des joints et pour ragréage ;
- et tous les autres accessoires nécessaires à la pose et à la finition de la cloison.

Parements stratifiés, lamifiés, replaqués, etc.

Les ouvrages en stratifié, lamifié, placage, etc., devront dans tous les cas présenter une finition absolument parfaite.

Les coupes, ajustages, joints, etc., devront être très soigneusement réalisés et proprement finis.

Tous les parements revêtus en stratifié, lamifié, placage, devront être garantis par l'entrepreneur contre les déformations, si minimes soient-elles.

Il appartiendra donc à l'entrepreneur de prendre toutes dispositions utiles à cet effet lors de la fabrication, par le choix du matériau support et du type de colle conforme aux normes, par la mise en place de revêtements dits de contrebalancement, etc.

Aménagements extérieurs

a) Garde-corps :

La mise en œuvre devra respecter la norme NF P01-012.

Les parties vitrées devront être réalisées conformément au DTU 39.

b) Terrasses en lame de bois :

Mise en œuvre conformément au DTU 51.4.

7 - ESSAIS DES INSTALLATIONS

A la demande du maître d'œuvre, lorsque les installations sont terminées et les divers réglages ont été effectués par le titulaire, il est procédé aux essais et vérifications de conformité avec les prestations de ce marché.

A l'issue des travaux, un organisme de contrôle peut être choisi par le maître d'ouvrage afin qu'il procède à la vérification de toutes les installations électriques pour délivrer le procès-verbal de conformité.

Les éventuelles remarques sont levées au frais du présent titulaire.

7.1 - Essais avant réception

Le titulaire doit procéder aux essais de ses installations conformément aux instructions du maître d'œuvre. Ces essais peuvent être faits conjointement avec les représentants du maître d'œuvre. Ces opérations permettent de vérifier si toutes les conditions prévues dans ce marché et dans les règlements sont remplies, que la réalisation réponde aux exigences du bon de commande et qu'elle comporte toutes les sécurités prescrites par les normes et les règlements en vigueur.

Tous les essais sont effectués par le titulaire sous sa seule responsabilité et à ses frais. Il doit notamment fournir la main d'œuvre, le matériel nécessaire et les instruments de mesure.

Dans le cas où les essais ne sont pas satisfaisants pour le maître d'œuvre, le titulaire est tenu d'effectuer, à ses frais et dans les délais impartis par le maître d'œuvre, toutes les modifications, les réparations, les remplacements ou les adjonctions nécessaires.

Ces essais sont réalisés conformément aux modes opératoires définis ci-dessous.

● 1. Essais de résistance et de durabilité**

- **Test de charge** : Vérification de la résistance des étagères, des escaliers ou des appuis.
- **Cycles d'ouverture/fermeture** : Pour les portes et fenêtres
- **Résistance aux chocs** : Test de choc sur les vitrages et les panneaux (**NF EN 12600**).

● 2. Essais d'étanchéité et d'isolation**

- **Perméabilité à l'air (A)** : Mesure des infiltrations d'air (**NF EN 12207**).
- **Étanchéité à l'eau (E)** : Test de résistance à la pluie battante (**NF EN 12208**).
- **Isolation acoustique (Rw)** : Mesure en dB de la réduction du bruit (**NF EN ISO 717-1**).
- **Isolation thermique (Uw)** : Coefficient de transmission thermique (**NF EN 10077**).

● 3. Essais de sécurité et conformité**

- **Résistance au feu** : Classement M0, M1 (France) ou Euroclasses (A1, B, C, etc.) (**NF EN 13501-1**).
- **Normes accessibilité** : Largeur de passage (≥ 90 cm pour les PMR), hauteur de poignée (entre 80 cm et 130 cm).

● 4. Essais de fonctionnement**

- **Glissement de porte coulissante** : Fluidité et alignement.
- **Vérification des ferrures** : Serrures, paumelles et crémones.

● 5. Contrôles visuels et géométriques**

- **Alignement et nivellement** : Utilisation de niveaux lasers.
- **Jeux et tolérance** : Espace entre le bâti et le vantail (≤ 3 mm pour une porte bien ajustée).
- **Normes clés en menuiserie**
 - **NF DTU 36.5** : Portes et fenêtres en bois.
 - **NF P50-300 à 305** : Exigences pour les menuiseries extérieures.
 - **NF EN 14351-1** : Performance des fenêtres et portes-fenêtres.
- **Matériel de test couramment utilisé**
 - **Manomètre** pour l'étanchéité à l'air.
 - **Bank d'essai** pour les cycles d'ouverture.

Projet 25030	ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE SUR BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES POUR L'EXECUTION DE TRAVAUX D'ENTRETIEN, DE REPARATION, D'ADAPTATION, DE MODERNISATION ET DE TRANSFORMATION CONCERNANT LES OUVRAGES ET BATIMENTS MILITAIRES DES FORCES ARMÉES DE NOUVELLE CALEDONIE (FANC). MENUISERIE – AMENAGEMENTS INTERIEURS ET EXTERIEURS	C.C.T.P.
--------------	---	----------

- ****Décibel-mètre**** pour l'acoustique.

8 - ASSISTANCE AU REPRESENTANT DE L'ACHETEUR

L'assistance fournie par le titulaire a pour objet d'aider l'acheteur à appréhender la gestion technique de ses installations.

8.1 - Assistance technique

L'assistance technique porte essentiellement sur les points suivants :

- propositions des mesures à mettre en œuvre et de nature à améliorer les performances techniques et économiques des installations ;
- propositions des travaux de mise en conformité des installations avec les textes en vigueur et des dispositions à mettre en œuvre pour assurer la sécurité des personnes lors des opérations de maintenance ;
- propositions de modifications éventuelles des installations ;
- propositions des adaptations à apporter à la documentation technique des installations et de leurs différents cahiers d'exploitation et de maintenance ;
- rédaction des comptes rendus d'intervention systématique à la suite de toute intervention sur un équipement.

8.1.1 - Veille technique

Le titulaire assure une veille technique sur les matériels, objet du présent marché. En cas d'alerte d'obsolescence sur les produits utilisés dans les systèmes, il doit aviser l'administration au moins six (6) mois avant le retrait du catalogue des fournisseurs et proposer des solutions pour pallier la menace de rupture d'approvisionnement (constitution d'un stock de rechange ou proposition d'un matériel équivalent de remplacement en terme de qualité, fonctionnalité et esthétique).

Il doit remettre à l'administration tout document (fiche technique, etc.) lui permettant de juger de la qualité du produit et de valider celui-ci au niveau technique. Le produit de remplacement doit être à fonctionnalités et caractéristiques équivalentes.

8.1.2 - Veille réglementaire

Le titulaire s'engage, en cas de modifications ou de prescriptions complémentaires aux normes et règlements de sécurité en vigueur intervenants pendant la durée du présent marché, à informer, dans les trois mois à compter de la parution desdits documents, l'acheteur de tous les travaux de mise en conformité des installations et des matériels nécessaires pour répondre aux spécifications des nouveaux règlements.

Un bordereau de suivi des déchets (BSD), **initié** au besoin par le titulaire et dûment renseigné, est remis à l'exploitant (une copie à la DID) à l'issue de la procédure d'évacuation et d'élimination. Le producteur du déchet sera spécifié par la DID.

9 Réunions contractuelles

9.1 Participation aux réunions

Le titulaire assure la présence d'un responsable d'affaires aux réunions de chantier, de coordination, ou de synthèse, provoquées par le représentant du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre. Les réunions portent sur les thèmes suivants :

- réunion de lancement de l'accord cadre ;
- réunions de chantier, au démarrage ou en cours d'exécution d'un Bdc ;
- réunions trimestrielles de pilotage-coordination de l'accord cadre ;
- réunions annuelle.

Les réunions sont déclenchées par l'une ou l'autre des parties en fonction des besoins ou difficultés rencontrées. La présence du titulaire à ces réunions est une nécessité et est due au titre du présent accord cadre. Le compte-rendu de la réunion est rédigé par le représentant du maître d'œuvre et est communiqué au titulaire par ordre de service.

9.2 Réunion de lancement

Le responsable du marché, les chargés d'affaires du représentant du maître d'œuvre et le titulaire se retrouvent pour une réunion de lancement du marché qui se déroule dans les locaux de la DID Nouméa. La date est fixée entre le titulaire et l'acheteur au plus près de la notification.

Elle a pour objectif de :

- présenter les interlocuteurs ;
- effectuer une relecture des pièces du marché ;
- vérifier l'ensemble des pièces administratives, notamment :
 - o les éléments financiers du titulaires ;
 - o les différentes habilitations ou certificats de formation ;
 - o les demandes de CPR et/ou d'habilitation ;
 - o les DC4 ;
- faire une présentation des attendus ;
- répondre aux questions.

9.3 Réunions trimestrielles

Les chargés d'affaires du représentant du maître d'œuvre mettent en place des réunions trimestrielles qui se déroulent dans les locaux de la DID Nouméa. La date est fixée après concertation entre le titulaire et l'acheteur, sauf pour une convocation obligatoire par l'acheteur, en cas de constat d'aléas liés aux prestations du marché.

Elles ont pour objectif de :

- vérifier l'état d'avancement des prestations dues par le titulaire au titre du marché, notamment :
 - o le passage en revue des dépannages et/ou réparations réalisés et ceux restant à réaliser ;
 - o les demandes de travaux exprimées par l'acheteur ;
 - o les commandes en attente ;
 - o la situation des travaux en cours.
- permettre en complément :
 - o de mettre à jour le BPU avec des prix nouveaux si nécessaire ;
 - o d'examiner et de traiter les problèmes et difficultés survenus lors du déroulement du marché et établir des actions de progrès ;
 - o à l'acheteur, de faire un bilan des prestations devant être réalisées par le titulaire et d'en tirer les conclusions en matière d'éventuelles pénalités à appliquer au titulaire ;
 - o au titulaire d'exprimer ses propositions de travaux (hors marché) quant à :
 - l'amélioration des performances des installations dans l'objectif de réduire le coût global d'exploitation ;
 - la rénovation ou le remplacement d'installations arrivant en fin de vie ;
 - la mise en évidence d'éventuelles insuffisances des installations face à une évolution des besoins.

9.4 Réunion annuelle

Les responsables de marché et de maintenance du titulaire ainsi que le représentant technique de l'exploitant, participent à une réunion annuelle organisée par l'acheteur à une date fixée par ce dernier en concertation avec les autres parties.

Cette réunion se déroule dans les locaux de la DID de Nouméa et a pour objectif de :

- Examiner les problèmes et difficultés survenus lors du déroulement du marché ;
- Etablir des actions de progrès ;
- Définir les avenants éventuels du marché compte tenu du retour d'expérience acquis.

Au vu d'une part, des conclusions et des échanges de cette réunion, et d'autre part, de l'exercice passé et de sa connaissance acquise des installations, le titulaire met à jour le rapport annuel tel que défini au présent CCTP et indique notamment :

- La synthèse des défauts constatés accompagnés de solutions correctives adaptées et des conséquences qui découlent d'une absence de mesures ;
- Ses propositions de travaux quant à :
 - ✓ L'amélioration des performances des installations dans l'objectif de réduire le coût global d'exploitation ;
 - ✓ La rénovation ou le remplacement d'installations arrivant en fin de vie ;
 - ✓ La mise en évidence d'éventuelles insuffisances des installations face à une évolution des besoins.